



Aujourd'hui, l'enseignement supérieur et la recherche sont en crise. Non pas que les chercheurs ne trouvent, ni que les enseignants n'enseignent ; mais à cause de réformes qui transforment en profondeur les objectifs et les modalités de leurs missions.

A l'Observatoire de Paris-Meudon, comme dans les universités et les laboratoires, **les personnels s'insurgent**

- **contre l'éclatement du CNRS** (quatrième rang mondial en nombre de publications). Des domaines de recherche réputés non rentables -ce n'est pas leur rôle- comme des sciences humaines et sociales et des champs entiers de la recherche fondamentale, sont voués à l'effacement.
- **contre une application du modèle libéral à la recherche fondamentale et l'enseignement, contre le pilotage à court terme des programmes de recherche** (4 ans) alors que les bénéfices de la recherche fondamentale apparaissent sur le long terme, là où nul ne saurait les attendre. Il nous est presque demandé de prédire ce que nous découvrirons dans les quatre prochaines années. Les problèmes difficiles dont on n'aperçoit pas a priori l'issue seront abandonnés, au profit de projets peu audacieux (sous enrobage cosmétique) et « valorisables » à court terme.
- **contre la suppression de postes** dans les Universités et au CNRS, remplacés par des contrats précaires pour deux ou trois ans. Les personnels ne peuvent pas ainsi se constituer une place stable dans la société. Ce n'est pas en changeant tous les deux ans d'employeur, de logement, de pays, d'amis, jusqu'à l'âge de 40 ans, que l'esprit est dispos pour la recherche scientifique. D'un autre point de vue, on ne peut mener un projet ambitieux sur 10 ans ou plus, comme la construction d'un grand instrument, avec des chercheurs qui partent tous les deux ans.

**Nous voulons une recherche fondamentale** exempte d'intérêts particuliers, dégagée des phénomènes de la mode, affranchie du pilotage politique. Les révolutions intellectuelles et scientifiques ayant bouleversé le siècle (physique atomique, mécanique quantique, relativité, ADN, psychanalyse, ... et tout ce qui s'en est suivi) n'ont jamais été sollicitées par le pouvoir politique. Seules certaines applications pratiques l'ont été, bien des décennies après.

**Le système actuel doit être réformé. Nous exigeons une loi prenant en compte les propositions des états généraux de la recherche de 2004, fruit de la réflexion d'un millier de chercheurs et enseignant-chercheurs. Le gouvernement les a ignorées. Cette loi permettrait de faire face aux défis encore inimaginables du futur et assurerait la transmission des connaissances scientifiques.**